

Chapitre 3 - La Seconde Guerre mondiale

[Thème 1 : Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)]

En quoi la Seconde Guerre mondiale a-t-elle bouleversé la France et le monde ?

I. Un conflit mondial

a) La marche à la guerre (1937-1939)

→ TD – Cartes

L'impérialisme nippon. Le Japon veut créer et soumettre à sa domination une « sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale ». Il envahit dès 1931 la Mandchourie, s'allie avec l'Allemagne en 1936 et déclare la guerre à la Chine en 1937, ce qui est considéré par beaucoup comme le véritable début de la Seconde Guerre mondiale. L'armée japonaise montre son extrême violence à Nankin, où elle massacre 300 000 soldats prisonniers et civils (décembre 1937). Elle progresse rapidement jusqu'en 1938 à la bataille de Wuhan, au cours de laquelle les Chinois stabilisent le front.

L'expansionnisme fasciste et nazi. Après avoir envahi l'Éthiopie en 1935, l'Italie fasciste s'allie à l'Allemagne au sein de l'Axe. Hitler veut créer une « Grande Allemagne » rassemblant tous les germanophones et coloniser l'Europe orientale pour se doter d'un « espace vital ». C'est pourquoi, en 1938, il annexe l'Autriche, puis la région des Sudètes aux dépens de la Tchécoslovaquie, avec l'accord de la France et du Royaume-Uni (conférence de Munich), qui espéraient ainsi éviter la guerre. En août 1939, Hitler et Staline signent le pacte de non-agression germano-soviétique, par lequel ils décident de ne pas s'attaquer et de se partager la Pologne et les pays Baltes. Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. Cette fois, Paris et Londres réagissent : après l'envoi d'un ultimatum à Berlin, ils déclarent la guerre au III^e Reich le 3 septembre.

b) Les succès de l'Axe (1939-1942)

→ TD – Une guerre sur les cinq continents

Des premières victoires rapides. L'armée polonaise, victime de l'effet de surprise, de son infériorité technique et d'une attaque soviétique à l'Est, est rapidement vaincue. Au printemps 1940, après plusieurs mois de « drôle de guerre » sur le front de l'Ouest, l'Allemagne envahit le Danemark et la Norvège pour assurer son approvisionnement en fer. Le 10 mai, la Wehrmacht attaque les Pays-Bas, la Belgique et la France. Tous ces combats prennent la forme d'une guerre de mouvement et l'armée allemande l'emporte facilement grâce à la stratégie de Blitzkrieg. Pour forcer le Royaume-Uni à se retirer du conflit, la Luftwaffe bombarde sans relâche les villes anglaises.

Vers une guerre longue à l'Est. Le 22 juin 1941, Hitler lance l'opération Barbarossa : il rompt le pacte de non-agression et concentre ses forces contre l'URSS. C'est désormais sur ce front de l'Est que la guerre se joue et, à l'exception du débarquement manqué des Alliés à Dieppe (1942) et des actions de la Résistance, aucun combat n'est à signaler sur le front de l'Ouest jusqu'en 1944. L'URSS est débordée, tant en raison de l'effet de surprise que de la désorganisation de l'Armée rouge, décapitée par les purges staliniennes, qui ont éliminé un grand nombre d'officiers compétents. Au début de l'hiver, les Allemands sont aux portes de Moscou et Leningrad.

L'expansion japonaise en Asie-Pacifique. Le 27 septembre 1940, le Japon rejoint l'Axe en signant le « pacte tripartite » avec l'Allemagne et l'Italie. Il profite de la défaite française pour envahir l'Indochine. Confronté à l'embargo mis en place par les États-Unis, qui soutiennent la Chine, il se lance en 1941 à la conquête des pays d'Asie du Sud-Est pour s'emparer de leurs ressources. Le 7 décembre, il mène une attaque surprise sur la principale base navale des États-Unis dans le Pacifique, située à Pearl Harbor, dans l'archipel d'Hawaï. Le bilan est lourd : huit navires américains sont mis hors de combat, 188 avions sont détruits et 2 400 soldats périssent. Le lendemain, les États-Unis déclarent la guerre au Japon.

c) La victoire des Alliés (1942-1945)

→ TD – Juin 1944

→ TD – Les bombardements nucléaires

Les coups d'arrêt à l'expansion de l'Axe. En janvier 1942, les États-Unis créent la « Grande Alliance » avec le Royaume-Uni et l'URSS. En juin, dans le Pacifique, les Américains battent les Japonais à Midway. En octobre,

les Britanniques bloquent les Allemands à El-Alamein, ce qui permet aux Alliés de débarquer en Afrique du Nord. Enfin, sur le front de l'Est, les Soviétiques remportent la bataille de Stalingrad en février 1943. Les forces de l'Axe commencent à reculer.

La libération de l'Europe. En 1943, les Alliés débarquent en Sicile et en Italie, ce qui contraint Mussolini à demander l'armistice. Puis ils débarquent en Normandie le 6 juin 1944 et en Provence au mois d'août. Sur le front de l'Est, l'URSS lance l'opération Bagration en juin 1944 et libère l'Europe centrale et orientale. En avril 1945, les Soviétiques prennent Berlin et le 8 mai, l'Allemagne capitule sans condition.

La fin de la guerre en Asie. Dans le Pacifique, les États-Unis reconquièrent progressivement les différents archipels tenus par les Japonais. Les combats sont acharnés, notamment sur l'îlot d'Iwo Jima, où la quasi-totalité de la garnison japonaise meurt plutôt que de se rendre (février-mars 1945). Les kamikazes multiplient les missions-suicides en lançant leurs avions sur les navires américains. Pour accélérer la fin de la guerre et limiter leurs pertes, les États-Unis lancent deux bombes atomiques sur Hiroshima (6 août) et Nagasaki (9 août). Le Japon capitule le 2 septembre 1945.

II. Une guerre d'anéantissement

a) Une logique d'extermination

→ TD – Le front de l'Est

Une justification idéologique. Les pays de l'Axe partagent une idéologie impérialiste et raciste, qui légitime la violence exercée sur les populations des pays occupés, exterminées ou réduites en esclavage. De leur côté, les Alliés justifient leur combat par la défense de la liberté. Signée en août 1941 par Churchill et Roosevelt, la Charte de l'Atlantique prévoit la destruction du régime nazi et la mise en place d'un nouvel ordre fondé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais la Grande Alliance avec Staline conduit les Alliés à garder le silence sur les crimes de masse commis par l'URSS, où depuis longtemps le NKVD élimine impitoyablement tous les opposants.

L'économie et la technologie au service de la destruction. Pour anéantir leurs adversaires, les belligérants créent de nouvelles armes. Les États-Unis lancent en 1942 le Victory Program, qui mobilise toute l'économie pour fabriquer des centaines de milliers d'avions et de chars. Ils mettent au point en secret la bombe atomique (Projet Manhattan). Pour affaiblir l'Allemagne, l'aviation alliée vise ses villes, comme Hambourg et Dresde, ravagées par des bombes incendiaires. Ces bombardements stratégiques effacent la distinction entre le front et l'arrière. Les Allemands ripostent en mettant au point en 1944 les missiles V1 et V2 pour frapper les villes anglaises. Pour faire plier le Japon, les Américains n'hésitent pas à utiliser l'arme atomique sur Hiroshima (6 août 1945) et Nagasaki (9 août).

b) Les crimes de masses

En Europe orientale. Par le pacte germano-soviétique (23 août 1939), Hitler et Staline se partagent la Pologne et les pays Baltes. Des deux côtés, l'occupation de ces territoires se traduit par des crimes de masse, comme l'exécution de 4 400 officiers polonais par les Soviétiques à Katyn en 1940. Après la rupture du pacte en juin 1941, les Allemands avancent vers l'Est et mènent une politique de terreur dans les territoires qu'ils occupent (Pologne, Biélorussie, Ukraine). Les résistants communistes sont exécutés, les villages sont rasés et le génocide des juifs commence.

En Asie. Après les massacres de Nankin en 1937, l'armée japonaise multiplie les exactions dans les pays qu'elle occupe. Les prisonniers de guerre sont détenus dans des conditions effroyables et parfois utilisés comme cobayes pour des expériences médicales. En Corée, des dizaines de milliers de femmes, surnommées « femmes de réconfort », sont contraintes de se prostituer.

Un lourd bilan humain. Le conflit a coûté la vie à plus de 60 millions de personnes. À la différence de la Première Guerre mondiale, les victimes sont dans leur grande majorité des civils, victimes des conditions de vie difficiles, des bombardements, des déportations et des massacres.

c) Le génocide des juifs et des Tsiganes

→ TD – Génocides

La politique raciale du IIIe Reich. Dès 1933, les magasins juifs sont boycottés. En 1935, les lois de Nuremberg privent les juifs de la citoyenneté. Avec le déclenchement de la guerre, les nazis intensifient les

mesures contre les populations considérées comme « nuisibles ». En septembre 1939, 30 000 Tsiganes allemands et autrichiens sont déportés en Pologne. Entre janvier 1940 et août 1941, le projet « Aktion T4 » planifie la mort de 70 000 malades mentaux et permet de tester l'extermination par le gaz. Les juifs sont enfermés dans des ghettos, où ils subissent la famine et le travail forcé. Hitler envisage de les déporter dans des « réserves » en Europe orientale ou à Madagascar.

La « solution finale ». La Shoah débute avec l'invasion de l'URSS en juin 1941, quand les Einsatzgruppen reçoivent l'ordre de fusiller tous les agents du « judéobolchévisme ». 1,7 million de juifs sont assassinés dans le cadre de cette « Shoah par balles » sur le front de l'Est. Puis les nazis décident d'exterminer les juifs se trouvant dans les territoires qu'ils occupent, parce que la guerre avec l'URSS s'enlise et qu'ils ne pourront plus les déporter vers l'Est. En janvier 1942, la conférence de Wannsee planifie la « solution finale », c'est-à-dire l'extermination systématique des juifs d'Europe.

Les camps de la mort. Les juifs des ghettos, puis ceux d'Europe occidentale, sont déportés dans des camps de concentration ou d'extermination. Les premiers, comme Dachau ou Auschwitz, sont des lieux de mise à mort par le travail, où les déportés meurent d'épuisement ou sont exécutés lorsqu'ils ne sont plus utiles. Les seconds, comme Treblinka ou Auschwitz-Birkenau, construits dans les régions occupées de Pologne, visent à assassiner de manière immédiate, dans les chambres à gaz, toutes les personnes qui y sont envoyées. Les corps sont ensuite brûlés dans les fours crématoires par les Sonderkommandos. Près de 6 millions de juifs et plus de 200 000 Tsiganes sont victimes de ce génocide.

III. La France dans la guerre

a) L'effondrement

→ TD – Juin en 1940 en France

La défaite. Le 10 mai 1940, l'armée allemande attaque la Belgique, les Pays-Bas et la France. Le 10 juin, les armées italiennes envahissent à leur tour l'Hexagone. Malgré des combats acharnés, l'armée française est rapidement vaincue. En moins d'un mois, 100 000 soldats sont tués, 200 000 blessés et 2 millions sont faits prisonniers. Le gouvernement se replie à Tours, puis à Bordeaux le 15 juin. Les Allemands entrent dans Paris le 14 juin.

L'exode. Près de 8 millions de civils fuient l'avancée de la Wehrmacht et désertent les grandes villes. Ce mouvement de panique collective et de migration massive est appelé « l'Exode ». Emportant avec eux de maigres bagages, affolés par les attaques aériennes de la Luftwaffe, les civils fuient vers l'ouest et le sud de la France. Engendrant un gigantesque chaos, ils entravent le déplacement des troupes françaises. Le 16 juin, le Premier ministre Paul Reynaud démissionne, parce qu'il est minoritaire à vouloir continuer la guerre. Il est remplacé par le maréchal Pétain, considéré comme un héros de la Grande Guerre. Dès le lendemain, convaincu que la guerre est perdue, Pétain annonce aux Français qu'« il faut cesser le combat » et demande l'armistice. Celui-ci est signé le 22 juin et met un terme à la bataille de France.

L'occupation. Suite à cet accord, l'Alsace-Moselle est annexée par le Reich et le reste du territoire est divisé en deux parties : la zone Nord, occupée par l'armée allemande, et la zone Sud, administrée depuis Vichy par Pétain mais occupée à son tour à partir de novembre 1942. Pendant toute la guerre, la France est pillée et elle doit verser quotidiennement 20 millions de marks pour entretenir l'armée d'occupation. Cela entraîne des difficultés d'approvisionnement et la mise en place d'un strict rationnement alimentaire.

b) Le régime de Vichy et la collaboration

→ TD – La France de Vichy

« L'État français ». Le 10 juillet 1940, Pétain reçoit des députés et des sénateurs les pleins pouvoirs pour rédiger une nouvelle Constitution. Dès le lendemain, il remplace la République par « l'État français », un régime autoritaire et réactionnaire dont la devise est « Travail, Famille, Patrie ». Les élections sont supprimées, les médias sont contrôlés, les libertés fondamentales bafouées. Pétain fait l'objet d'un culte de la personnalité, le présentant comme le sauveur de la France à deux reprises : lors de la bataille de Verdun en 1916 et lors de la défaite de 1940. Une intense propagande célèbre la « Révolution nationale », qui doit permettre de « régénérer » le pays et lutter contre l'« anti-France », responsable de la défaite (les juifs, les communistes et les francs-maçons). Marqué par la xénophobie et l'antisémitisme, le régime de Vichy met en place une législation discriminatoire à l'égard des juifs et des immigrés.

Collaboration et collaborationnisme. Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire (Loir-et-Cher) et engage le pays dans la collaboration avec les nazis. Pour fournir de la main-d'œuvre à l'Allemagne, il crée le système de la relève, puis le STO en 1943. Il organise aussi la déportation des juifs vers les camps

d'extermination. Les 16 et 17 juillet 1942, lors de la rafle du Vel'd'Hiv', plus de 13 000 personnes, dont près d'un tiers d'enfants, sont ainsi arrêtées à Paris et en banlieue par la police française. Elles sont internées dans le vélodrome d'Hiver ou dans le camp de Drancy avant d'être déportées. Les Français qui adhèrent à l'idéologie nazie s'engagent dans l'armée allemande sur le front de l'Est ou dans la Milice. Fondée en 1943 par Joseph Darnand, celle-ci est chargée d'aider la Gestapo à traquer les résistants et les juifs. Les historiens qualifient cet engagement de collaborationnisme, pour le distinguer de la collaboration d'État menée par Pétain.

Une population majoritairement attentiste. La population, choquée par la défaite, préoccupée par les difficultés de la vie quotidienne et influencée par la propagande de Vichy, se résigne à l'occupation du pays et est majoritairement favorable au maréchal Pétain.

c) L'impuissance des démocraties

- ➔ TD – De Gaulle et la France libre
- ➔ TD – La résistance en France

La France libre. Le 18 juin, refusant l'armistice, le général de Gaulle lance, depuis Londres, un appel à la résistance. Soutenu par le Premier ministre britannique Winston Churchill, il fonde la France libre et parvient à rallier les colonies africaines. Grâce aux premiers volontaires qui le rejoignent en Angleterre, il met sur pied les FFL, qui combattent aux côtés des Alliés. En novembre 1942, le débarquement en Afrique du Nord permet d'instaurer une autorité française rivale de Vichy. Alger devient la capitale de la France libre, qui se dote d'un gouvernement, le CFLN.

La Résistance intérieure. Parallèlement, une Résistance intérieure voit le jour en France. Différentes actions sont menées pour lutter contre l'occupant : renseignement à destination des Alliés, impression et distribution de tracts ou de journaux, sabotages, raids contre l'armée allemande. Pour échapper à la Gestapo et à la Milice, les résistants se cachent dans des maquis. En 1941, la rupture du pacte de non-agression germano-soviétique amplifie l'engagement des communistes : attaqué par Hitler, Staline leur donne alors l'ordre de lutter contre les nazis. Les communistes français créent le mouvement des Francs-tireurs et partisans (FTP), qui vient grossir les rangs de la Résistance intérieure. En 1943, Jean Moulin, missionné par le général de Gaulle, parvient à unifier les différents mouvements de résistants au sein du CNR.

La Libération. Le 6 juin 1944, les Alliés, parmi lesquels des combattants de la France libre, débarquent en Normandie. Aidés par les FFI, qui multiplient les actions de sabotage et harcèlent les Allemands, ils parviennent à libérer le pays après plusieurs mois de combats. Le 24 août 1944, ce sont des troupes françaises, dirigées par le général Leclerc, qui entrent dans Paris, dont les habitants se sont insurgés quelques jours plus tôt. Pour éviter que les Alliés ne placent la France libérée sous la tutelle d'un gouvernement d'occupation, de Gaulle a transformé le 3 juin 1944 le CFLN en Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), dont il exerce la présidence. Refusant de reconnaître une quelconque légitimité au régime de Vichy, il affirme : « la forme du gouvernement de la France est et demeure la République ; en droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister ».